

Table des matières

PARTIE I - DROIT CIVIL

Chapitre I^{er} - Code Civil

21 mars 1804 (30 ventôse an XII). – CODE CIVIL	1
9 mai 2007. – LOI modifiant diverses dispositions relatives à l'absence et à la déclaration judiciaire de décès (<i>Mon. 21 juin 2007</i>)	12
27 avril 2007. – LOI réformant le divorce (<i>Mon. 7 juin 2007</i>)	20
24 août 2005. – ARRÊTÉ ROYAL fixant des mesures d'exécution de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption, de la loi du 13 mars 2003 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'adoption et de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé (<i>Mon. 29 août 2005</i>)	39
24 août 2005. – ARRÊTÉ ROYAL fixant des mesures d'exécution de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption, de la loi du 13 mars 2003 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'adoption et de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé (<i>Mon. 29 août 2005</i>)	40
24 avril 2003. – LOI réformant l'adoption (<i>Mon. 16 mai 2003</i>)	40
29 avril 2001. – LOI modifiant diverses dispositions légales en matière de tutelle des mineurs (<i>Mon. 31 mai 2001</i>)	45
2 juin 2010. – LOI modifiant le Code civil afin de moderniser le fonctionnement des copropriétés et d'accroître la transparence de leur gestion (<i>Mon. 28 juin 2010</i>)	64
12 juillet 2012. – ARRÊTÉ ROYAL fixant un plan comptable minimum normalisé pour les associations de copropriétaires (<i>Mon. 3 août 2012; Err. Mon. 13 août 2012</i>)	65
30 décembre 1975. – LOI concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion (<i>Mon. 17 janvier 1976</i>)	72
26 décembre 1944. – ARRÊTÉ DU RÉGENT portant délégation, à certains titulaires de charges, pour faire l'acceptation des donations entre vifs au profit de personnes juridiques autres que les commissions provinciales des fondations de bourses d'étude et les séminaires diocésains (<i>Mon. 13 janvier 1945</i>)	83
12 juillet 1931. – LOI portant extension à toutes les personnes civiles des bénéfices de l'acceptation provisoire des libéralités faites par actes entre vifs (<i>Mon. 15 juillet 1931</i>)	83
4 janvier 1960. – Loi interprétative de l'article 918 du Code civil	84
1 ^{er} mai 1913. – Loi sur le crédit des petits commerçants et artisans et sur les intérêts moratoires (<i>Mon. 2 mai 1913</i>)	95
29 avril 2013. – LOI relative à l'acte sous seing privé contresigné par les avocats des parties (<i>Mon. 3 juin 2013</i>)	106
17 juin 2016. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la location de courte durée en faveur du commerce et de l'artisanat (<i>Mon. 26 juillet 2016</i>)	144
7 novembre 1988. – LOI modifiant la législation sur le bail à ferme et la limitation des fermages (<i>Mon. 6 décembre 1988</i>)	153
6 mars 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant le taux d'intérêt applicable aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations depuis mai 2012 (<i>Mon. 4 avril 2014</i>)	157
16 décembre 1851. – LOI hypothécaire (<i>Mon. 22 décembre 1851</i>)	170
11 août 1887. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au double du registre des hypothèques (<i>Mon. 13 août 1887</i>)	183
9 février 1995. – LOI modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 (<i>Mon. 18 mars 1995</i>)	184

18 novembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL complétant les règles d'identification des biens dans un acte ou document sujet à la publicité hypothécaire, et organisant le dépôt préalable d'un plan à l'Administration générale de la documentation patrimoniale et la délivrance par celle-ci d'un nouvel identifiant (<i>Mon. 2 décembre 2013</i>)	185
8 mai 2014. – LOI modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté (<i>Mon. 26 mai 2014</i>)	192

Chapitre II - Règlements (CE) et Conventions internationales en matière de droit civil fondamental

11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II) (<i>J.O. L 199, 31 juillet 2007</i>)	194
17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (<i>J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009</i>)	196
24 octobre 1956. – CONVENTION sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants (<i>Mon. 30 septembre 1970</i>)	199
5 octobre 1961. – CONVENTION sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires (<i>Mon. 29 décembre 1961</i>)	199
16 mai 1972. – CONVENTION relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments (<i>Mon. 6 mai 1972</i>)	200
13 janvier 1977. – LOI portant approbation de la Convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, faite à Bâle le 16 mai 1972 et portant introduction d'un registre central des contrats de mariage (<i>Mon. 6 mai 1977</i>)	200
29 décembre 1972. – CONVENTION Benelux relative aux comourants, et dispositions communes annexées à la convention Benelux relative aux comourants (<i>Mon. 29 décembre 1972</i>)	201
26 octobre 1973. – CONVENTION portant loi uniforme sur la forme d'un testament international, et annexe (<i>Mon. 11 octobre 1983</i>)	201
14 juin 1974. – CONVENTION sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises, faite à New York le 14 juin 1974 (<i>Mon. 30 octobre 2008</i>)	202
11 avril 1980. – CONVENTION des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (<i>Mon. 1^{er} juillet 1997</i>)	205
14 juillet 1987. – LOI portant approbation de la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, du protocole et de deux déclarations communes, faits à Rome le 19 juin 1980 (<i>Mon. 9 octobre 1987</i>)	210
19 juin 1980. – CONVENTION sur la loi applicable aux obligations contractuelles - version consolidée (<i>Mon. 9 octobre 1987; J.O. C 334, 30 décembre 2005</i>)	212
28 mai 1988. – CONVENTION d'Ottawa sur l'affacturage international (<i>Mon. 21 septembre 2010</i>)	214

Chapitre III - Lois particulières en matière de droit civil fondamental

Droit de réponse

23 juin 1961. – LOI relative au droit de réponse (<i>Mon. 8 juillet 1961</i>)	217
---	-----

Notariat

16 mars 1803 (25 ventôse – 5 germinal an XI). – LOI contenant organisation du notariat (*Bull. 258, n° 2440; Pasin.*) 219

19 juin 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant une réduction du pourcentage de la contribution des notaires au fonds notarial (*Mon. 30 juillet 2014*) 233

31 août 1891. – LOI portant tarification et recouvrement des honoraires des notaires (*Mon. 3 septembre 1891*) 234

27 avril 1908. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux notaires honoraires (*Mon. 30 avril 1908*) 234

16 décembre 1950. – ARRÊTÉ ROYAL portant le tarif des honoraires des notaires (*Mon. 25-26-27 décembre 1950*) 234

29 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les règles de l'organisation et du fonctionnement de la Chambre nationale des notaires (*Mon. 31 décembre 1999*) 238

29 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL portant organisation du contrôle du fonds notarial (*Mon. 31 décembre 1999*) 239

29 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le mode de calcul de la contribution des sociétés professionnelles de notaires au fonds notarial (*Mon. 31 décembre 1999*) 239

30 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au sceau des notaires associés (*Mon. 8 janvier 2000*) 239

30 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les annexes qui doivent être jointes à la candidature à une nomination de candidat-notaire et à la candidature à une nomination de notaire (*Mon. 8 janvier 2000*) 239

30 juillet 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à la communication de l'indemnité de reprise d'une étude notariale (*Mon. 18 août 2001; Err. Mon. 1^{er} septembre 2001*) 239

10 août 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indemnité de reprise d'une étude notariale (*Mon. 18 août 2001*) 239

10 janvier 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la gestion des sommes, titres et valeurs au porteur reçus par un notaire et au contrôle de la comptabilité des notaires (*Mon. 12 janvier 2002*) 240

21 septembre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL portant approbation du code de déontologie établi par la Chambre nationale des notaires (*Mon. 3 novembre 2005*) 242

14 novembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL portant approbation des règles applicables à la négociation par les notaires de ventes amiables ou judiciaires de biens immeubles (*Mon. 28 novembre 2006*) 244

29 mars 2012. – LOI-PROGRAMME (I) (*Mon. 6 avril 2012*) 244

Régimes matrimoniaux

14 juillet 1976. – LOI relative aux droits et devoirs respectifs des époux et aux régimes matrimoniaux (*Mon. 18 septembre 1976*) 246

Signatures électroniques

9 juillet 2001. – LOI fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification (*Mon. 29 septembre 2001*) 255

Successions

16 mai 1900. – LOI sur le régime successoral des petits héritages (*Mon. 21-22 mai 1900*) 258

29 août 1988. – LOI relative au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité (*Mon. 24 septembre 1988; Err. Mon. 15 novembre 1988*) 259

VIII

Testaments

2 février 1983. – LOI instituant un testament à forme internationale et modifiant diverses dispositions relatives au testament (*Mon. 11 octobre 1983*) 261

22 décembre 1983. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif aux testaments olographes et aux testaments en forme internationale conservés par les agents diplomatiques et consulaires belges ayant compétence notariale (*Mon. 31 janvier 1984*) 261

21 juin 2011. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la gestion des registres centraux des testaments et des contrats de mariage (*Mon. 1^{er} août 2011; Err. Mon. 24 août 2011*) 261

Vente

15 mai 1956. – LOI sur les économats (*Mon. 31 mai 1956*) 263

9 juillet 1971. – LOI (dite Loi Breyne) réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction (*Mon. 11 septembre 1971*) 263

21 octobre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations à construire ou en voie de construction (*Mon. 4 novembre 1971*) 264

21 février 1983. – LOI relative à la vente de certains objets abandonnés (*Mon. 2 avril 1983*) 265

11 avril 1999. – LOI relative à l'action en cessation des infractions à la loi relative à la protection des consommateurs en matière de contrats d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente et d'échange (*Mon. 30 avril 1999*) 265

28 août 2011. – LOI relative à la protection des consommateurs en matière de contrats d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente et d'échange (*Mon. 16 septembre 2011*) 266

5 décembre 2011. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 28 août 2011 relative aux contrats portant sur la protection des consommateurs en matière de contrats d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente et d'échange (*Mon. 3 février 2012*) 268

Vices rédhibitoires

25 août 1885. – LOI portant révision de la législation en matière de vices rédhibitoires (*Mon. 28 août 1885*) 269

24 décembre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux vices rédhibitoires dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques (*Mon. 14 janvier 1988*) 269

PARTIE II - DROIT JUDICIAIRE

Chapitre Ier - Code judiciaire

10 octobre 1967. – CODE JUDICIAIRE 271

24 novembre 1997. – LOI visant à combattre la violence au sein du couple (*Mon. 6 février 1998*) 275

10 mai 2007. – LOI adaptant le Code judiciaire à la législation tendant à lutter contre les discriminations et réprimant certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie (*Mon. 30 mai 2007*) 275

26 novembre 2011. – LOI modifiant et complétant le Code pénal en vue d'incriminer l'abus de la situation de faiblesse des personnes et d'étendre la protection pénale des personnes vulnérables contre la maltraitance (*Mon. 23 janvier 2012*) 276

26 mai 2003. – LOI réglant la représentation des Chambres législatives fédérales dans les actes judiciaires et extrajudiciaires (*Mon. 16 juillet 2003; Err. Mon. 21 octobre 2003*) 280

17 février 1997. – LOI modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets (<i>Mon. 30 avril 1997</i>).....	306	12 décembre 2006. – RÈGLEMENT (CE) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne d'injonction de payer (<i>J.O. L 399, 30 décembre 2006</i>).....	562
20 mai 1997. – LOI rayant le grade de qualification générale de messenger ainsi que les grades de promotion de messenger principal, de messenger-chef et de messenger-chef principal dans les greffes et les parquets des cours et tribunaux et modifiant les conditions de nomination en qualité de traducteur au parquet (<i>Mon. 25 juin 1997</i>).....	306	11 juillet 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 861/2007 du Parlement européen et du Conseil instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges (<i>J.O. L 199, 31 juillet 2007</i>).....	565
19 octobre 1972. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à l'exécution des articles 221, 223 et 227, du Code judiciaire (<i>Mon. 24 novembre 1972</i>).....	315	13 novembre 2007. – RÈGLEMENT (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale («signification ou notification des actes»), et abrogeant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil (<i>J.O. L 324, 10 décembre 2007</i>).....	569
1 ^{er} mars 2012. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant délégation de certaines compétences prévues au Code judiciaire et en ce qui concerne la magistrature et le personnel des cours et tribunaux (<i>Mon. 11 juin 2014</i>).....	348	12 décembre 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (<i>J.O. L 351, 20 décembre 2012</i>).....	571
1 ^{er} décembre 1998. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant le droit d'inscription à verser par les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne souhaitant exercer la profession d'avocat en Belgique (<i>Mon. 31 décembre 1998</i>).....	372	1 ^{er} mars 1954. – CONVENTION internationale relative à la procédure civile (<i>Mon. 11 mai 1958</i>).....	581
25 mars 1999. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 7 de la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale (<i>Mon. 27 mars 1999</i>).....	419	20 juin 1956. – CONVENTION sur le recouvrement des aliments à l'étranger (<i>Mon. 30 juillet 1956</i>).....	583
18 septembre 1975. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le tarif des frais de transport, prévus à l'article 1016 du Code judiciaire (<i>Mon. 30 septembre 1975</i>).....	453	15 avril 1958. – CONVENTION concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants (<i>Mon. 28 octobre 1958</i>).....	585
21 juillet 2013. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la formule exécutoire des arrêts, jugements, ordonnances, mandats de justice ou actes comportant exécution parée (<i>Mon. 21 juillet 2013</i>).....	499	10 juin 1958. – CONVENTION pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (<i>Mon. 15 novembre 1975</i>).....	586
27 décembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 1409, § 1 ^{er} , alinéa 4, et 1409, § 1 ^{er} bis, alinéa 4, du Code judiciaire relatif à la limitation de la saisie lorsqu'il y a des enfants à charge (<i>Mon. 31 décembre 2004</i>).....	508	21 avril 1961. – CONVENTION européenne sur l'arbitrage commercial international et Annexe (<i>Mon. 17 février 1976</i>).....	586
20 juillet 2006. – LOI portant des dispositions diverses (<i>Mon. 28 juillet 2006</i>).....	509	15 novembre 1965. – CONVENTION relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires en matière civile ou commerciale et de l'annexe (<i>Mon. 9 février 1971</i>).....	588
17 décembre 2015. – AVIS relatif à l'indexation des montants fixés à l'article 1 ^{er} , alinéa 4, de l'arrêté royal du 27 décembre 2004 portant exécution des articles 1409, § 1 ^{er} , alinéa 4, et 1409, § 1 ^{er} bis, alinéa 4, du Code judiciaire relatif à la limitation de la saisie lorsqu'il y a des enfants à charge (<i>Mon. 17 décembre 2015</i>).....	509	7 juin 1968. – CONVENTION européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger, faite à Londres (<i>Mon. 23 novembre 1973</i>).....	590
14 décembre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 1409, § 2, du Code judiciaire (<i>Mon. 17 décembre 2015</i>).....	509	15 mars 1978. – PROTOCOLE additionnel à la Convention européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger, fait à Strasbourg (<i>Mon. 11 juillet 1979</i>).....	591
24 juin 2013. – LOI modifiant la sixième partie du Code judiciaire relative à l'arbitrage (<i>Mon. 28 juin 2013</i>).....	532	16 mai 1972. – CONVENTION européenne sur l'immunité des États, l'Annexe et le Protocole additionnel à la Convention (<i>Mon. 10 juin 1976</i>).....	591
15 juillet 2013. – LOI modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à la discipline (<i>Mon. 25 juillet 2013</i>).....	547	26 novembre 1973. – CONVENTION BENELUX portant loi uniforme relative à l'astreinte (<i>Mon. 20 février 1980</i>).....	594
19 octobre 2015. – LOI modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice (<i>Mon. 22 octobre 2015</i>).....	548	27 janvier 1977. – ACCORD européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, fait à Strasbourg le 27 janvier 1977 (<i>Mon. 8 novembre 1978</i>).....	595
		20 mai 1980. – CONVENTION européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants (<i>Mon. 11 décembre 1985</i>).....	595
		25 octobre 1980. – CONVENTION sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, faite à La Haye (<i>Mon. 24 avril 1999</i>).....	598
		10 août 1998. – LOI portant assentiment à la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, faite à La Haye le 25 octobre 1980, abrogeant les articles 2 et 3 de la loi du 1 ^{er} août 1985 portant approbation de la Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, faite à Luxembourg le 20 mai 1980 et modifiant le Code judiciaire (<i>Mon. 24 avril 1999</i>).....	598
		19 octobre 1996. – CONVENTION de La Haye concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants (<i>J.O. L 151, 11 juin 2008</i>).....	600

Chapitre II - Règlements (CE), Conventions internationales et Conventions bilatérales en matière de procédure civile

28 mai 2001. – RÈGLEMENT (CE) n° 1206/2001 du Conseil relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (<i>J.O. L 174, 27 juin 2001</i>).....	550
27 novembre 2003. – RÈGLEMENT (CE) n° 2201/2003 du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000 (Bruxelles IIbis) (<i>J.O. L 338, 23 décembre 2003; Rect. J.O. L 82, 22 mars 2013</i>).....	552
21 avril 2004. – RÈGLEMENT (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées (<i>J.O. L 142, 30 avril 2004; Rect. J.O. L 97, 15 avril 2005</i>).....	559

30 octobre 2007. – CONVENTION concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale – Protocoles (*J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 147, 10 juin 2009; Rect. J.O. L 18, 21 janvier 2014*) 604

12 juin 1970. – CONVENTION relative à l'aide mutuelle judiciaire en matière civile et commerciale entre le Royaume de Belgique et la République Algérienne Démocratique et Populaire (*Mon. 14 février 1984*) 609

24 septembre 1971. – ACCORD entre le Royaume de Belgique et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie relatif à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale, signé à Belgrade (*Mon. 18 mai 1973*) 610

12 décembre 1973. – CONVENTION entre le Royaume de Belgique et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires en matière d'obligations alimentaires (*Mon. 16 juillet 1976*) 611

30 avril 1981. – CONVENTION entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc relative à l'entraide judiciaire en matière civile, commerciale et administrative et dans le domaine de l'information juridique, signée à Rabat (*Mon. 10 janvier 1984*) 611

27 avril 1989. – CONVENTION entre le Royaume de Belgique et la République tunisienne relative à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale (*Mon. 20 octobre 1999*) 613

Chapitre III - Lois particulières en matière judiciaire

Langues en matière judiciaire

15 juin 1935. – LOI concernant l'emploi des langues en matière judiciaire (*Mon. 22 juin 1935*) 614

23 septembre 1985. – LOI relative à l'emploi de la langue allemande en matière judiciaire et à l'organisation judiciaire (*Mon. 5 novembre 1985*) 627

Nomination et évaluation des magistrats

22 décembre 1998. – LOI modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats (*Mon. 2 février 1999*) 629

15 février 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la procédure d'élection des membres-magistrats du Conseil supérieur de la justice (*Mon. 26 février 1999*) 630

21 septembre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités et les conditions d'organisation de l'examen d'aptitude professionnelle et du concours d'admission au stage judiciaire (*Mon. 30 septembre 2000*) 632

18 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le nombre de suppléants et les règles à suivre lors du remplacement des membres effectifs du Conseil national de discipline, fixant les modalités des élections, du tirage au sort et des désignations ainsi que le nombre de membres à désigner en vue du tirage au sort et fixant l'entrée en vigueur partielle de l'article 9 de la loi du 7 juillet 2002 modifiant la deuxième partie, livre II, titre V du Code judiciaire relatif à la discipline et rapportant la loi du 7 mai 1999 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le régime disciplinaire applicable aux membres de l'Ordre judiciaire (*Mon. 31 mars 2003*) 633

3 mai 2003. – LOI modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire (*Mon. 2 juin 2003*) 635

19 avril 2006. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités et les conditions d'organisation de l'examen oral d'évaluation visé à l'article 191bis du Code judiciaire (*Mon. 12 mai 2006*) 635

31 janvier 2007. – LOI sur la formation judiciaire et portant création de l'Institut de formation judiciaire (*Mon. 2 février 2007*) 636

3 novembre 2015. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant le profil de compétence du directeur adjoint de l'Institut de formation judiciaire (*Mon. 12 novembre 2015*) 637

Organisation judiciaire et procédure

7 avril 1919. – LOI portant certaines dispositions statutaires relatives aux officiers et agents judiciaires près les parquets (*Mon. 12 avril 1919*) 641

11 septembre 1929. – ARRÊTÉ ROYAL portant, quant à l'avance de frais de transport et décaissements, exécution de la loi sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite (*Mon. 22 septembre 1929*) 642

3 avril 1953. – LOI d'organisation judiciaire (*Mon. 10-11 avril 1953*) 642

10 août 2005. – LOI modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire et autorisant temporairement la nomination de magistrats en surnombre, en ce qui concerne la cour d'appel de Gand (*Mon. 29 août 2005*) 642

20 décembre 2005. – LOI portant des dispositions diverses en matière de justice (*Mon. 23 décembre 2005*) 642

20 juillet 1998. – LOI modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, la loi du 15 juillet 1970 déterminant le cadre des tribunaux de commerce et modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance et les articles 151 et 213 du Code judiciaire (*Mon. 21 juillet 1998*) 643

29 novembre 2001. – LOI fixant un cadre temporaire de conseillers en vue de résorber l'arriéré judiciaire dans les cours d'appel 643

12 mars 2007. – LOI modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire en ce qui concerne la Cour d'appel de Mons et le tribunal de première instance de Gand et autorisant temporairement la nomination de magistrats en surnombre, en ce qui concerne la Cour d'appel de Mons (*Mon. 27 mars 2007*) 643

28 septembre 1953. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'affiliation aux caisses de prévoyance des avocats, le timbre de plaidoirie et le paiement de cotisations (*Mon. 2 octobre 1953*) 644

29 septembre 1953. – ARRÊTÉ ROYAL rétablissant le droit de plaidoirie (*Mon. 2 octobre 1953*) 644

6 novembre 1968. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le montant des frais et dépens à consigner au greffe par le demandeur en interprétation ou en rectification de jugement (*Mon. 13 novembre 1968*) 644

12 décembre 1968. – CONVENTION Benelux relative à l'exercice de la profession d'avocat (*Mon. 28 août 1968*) 645

6 février 1970. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la tenue par le greffier d'un répertoire des actes du juge et d'un répertoire des actes du greffe (*Mon. 21 mars 1970*) 645

7 avril 1970. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le nombre des juges sociaux et des conseillers sociaux et les modalités de présentation des candidats (*Mon. 24 avril 1970*) 645

24 août 1970. – ARRÊTÉ ROYAL apportant une dérogation à la condition de nationalité prévue à l'article 428 du Code judiciaire relatif au titre et à l'exercice de la profession d'avocat (*Mon. 8 septembre 1970*) 645

12 octobre 1970. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les règles d'après lesquelles les conseillers sociaux et les juges sociaux sont appelés à siéger (*Mon. 16 octobre 1970*) 645

27 juillet 1972. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la taxe des témoins en matière civile ainsi qu'à la perception et à la restitution des provisions prévues par l'article 953, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire (*Mon. 31 août 1972*) 646

24 décembre 1976. – LOI relative aux propositions budgétaires 1976-1977 (*Mon. 28 décembre 1976; Err. Mon. 3 février 1977*) 646

2 décembre 1982. – LOI intégrant la police de la jeunesse à la police judiciaire près les parquets (*Mon. 5 avril 1984*) 646

17 juillet 1984. – LOI portant certaines mesures de nature à réduire l'arriéré judiciaire (<i>Mon. 21 juillet 1984</i>)	646	14 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la répartition en divisions des cours du travail, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de commerce et des tribunaux de police (<i>Mon. 24 mars 2014</i>)	686
17 février 1998. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au commissariat général, au conseil de direction et au conseil de concertation de la police judiciaire près les parquets (<i>Mon. 19 février 1998</i>)	646	28 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le quota de juges au tribunal disciplinaire et de conseillers au tribunal disciplinaire d'appel et l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 15 juillet 2013 modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à la discipline (<i>Mon. 9 avril 2014</i>)	689
20 novembre 1998. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les concours et les examens organisés pour les membres des greffes et des secrétariats des parquets et pour le personnel des greffes et des secrétariats des parquets revêtu d'un grade particulier (<i>Mon. 1^{er} décembre 1998</i>)	648	2 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 7 janvier 2014 modifiant le statut des huissiers de justice (<i>Mon. 24 avril 2014</i>)	689
23 novembre 1998. – LOI relative à l'aide juridique (<i>Mon. 22 décembre 1998</i>)	650	10 avril 2014. – LOI modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en vue d'instaurer une nouvelle carrière pécuniaire pour le personnel judiciaire ainsi qu'un système de mandats pour les greffiers en chef et les secrétaires en chef (<i>Mon. 10 juin 2014; Err. Mon. 23 juin 2014</i>)	691
8 mars 1999. – LOI instaurant un Conseil consultatif de la magistrature (<i>Mon. 19 mars 1999</i>)	650	10 avril 2014. – LOI modifiant diverses dispositions en vue d'établir un registre national des experts judiciaires et établissant un registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés (<i>Mon. 19 décembre 2014</i>)	694
25 mars 1999. – LOI relative à la réforme des cantons judiciaires (<i>Mon. 22 mai 1999</i>)	651	8 juin 2015. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la procédure pour le maintien en service au-delà de 65 ans pour certains membres du personnel de l'Ordre judiciaire (<i>Mon. 30 juin 2015</i>)	695
13 juin 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la procédure d'élection des membres du Conseil consultatif de la magistrature (<i>Mon. 6 août 1999</i>)	652	18 novembre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'assistance en justice du personnel judiciaire ainsi que des magistrats et à l'indemnisation des dommages aux biens encourus par eux (<i>Mon. 4 décembre 2015</i>)	695
20 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités relatives à l'agrément des organisations d'aide juridique ainsi qu'à la composition et au fonctionnement de la commission d'aide juridique et fixant les critères objectifs pour l'allocation d'un subside aux commissions d'aide juridique, en exécution des articles 508/2, § 3, alinéa 2, et 508/4, du Code judiciaire (<i>Mon. 30 décembre 1999</i>)	655	9 décembre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux tâches spécifiques des membres du collège des procureurs généraux (<i>Mon. 28 décembre 2015</i>)	696
20 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL contenant les modalités d'exécution relatives à l'indemnisation accordée aux avocats dans le cadre de l'aide juridique de deuxième ligne et relatif au subside pour les frais liés à l'organisation des bureaux d'aide juridique (<i>Mon. 30 décembre 1999</i>)	656	16 février 2016. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le règlement de répartition des affaires du tribunal de première instance d'Anvers et modifiant l'arrêté royal du 14 mars 2014 relatif à la répartition en divisions des cours du travail, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de commerce et des tribunaux de police (<i>Mon. 22 février 2016</i>)	696
20 décembre 1999. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant les modalités relatives aux rapports visés aux articles 508/6, alinéa 1 ^{er} , et 508/11, alinéas 1 ^{er} et 2, du Code judiciaire et au contrôle visé à l'article 508/19, § 2, du même Code (<i>Mon. 30 décembre 1999</i>)	658	16 février 2016. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le règlement de répartition des affaires du tribunal de première instance de Flandre orientale et modifiant l'arrêté royal du 14 mars 2014 relatif à la répartition en divisions des cours du travail, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de commerce et des tribunaux de police (<i>Mon. 22 février 2016</i>)	697
16 mars 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire (<i>Mon. 3 avril 2001</i>)	658	16 février 2016. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le règlement de répartition des affaires du tribunal de première instance de Liège et modifiant l'arrêté royal du 14 mars 2014 relatif à la répartition en divisions des cours du travail, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de commerce et des tribunaux de police (<i>Mon. 22 février 2016</i>)	697
27 avril 2001. – LOI modifiant certaines dispositions relatives aux cantons judiciaires (<i>Mon. 28 avril 2001; Err. Mon. 12 mai 2001</i>)	671	16 février 2016. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le règlement de répartition des affaires du tribunal de première instance de Namur et modifiant l'arrêté royal du 14 mars 2014 relatif à la répartition en divisions des cours du travail, des tribunaux de première instance, des tribunaux du travail, des tribunaux de commerce et des tribunaux de police (<i>Mon. 22 février 2016</i>)	697
18 décembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions de la gratuité totale ou partielle du bénéfice de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire (<i>Mon. 24 décembre 2003</i>)	671	16 juin 2016. – ARRÊTÉ ROYAL portant création de la communication électronique conformément à l'article 32 ^{ter} du Code judiciaire (<i>Mon. 22 juin 2016</i>)	698
10 juillet 2006. – LOI relative à la procédure par voie électronique (<i>Mon. 7 septembre 2006</i>)	672	16 juin 2016. – ARRÊTÉ ROYAL fixant l'entrée en vigueur des articles 9 et 32 à 40 de la loi du 19 octobre 2015 modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice, et portant exécution des articles 1394/25 et 1394/27 du Code judiciaire (<i>Mon. 22 juin 2016</i>)	698
29 janvier 2007. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la compétence territoriale des tribunaux de l'application des peines (<i>Mon. 1^{er} février 2007</i>)	675		
25 avril 2007. – LOI organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales des greffiers de l'Ordre judiciaire, les référendaires près la Cour de cassation, et les référendaires et juristes de parquet près les cours et tribunaux (<i>Mon. 2 juillet 2007</i>)	675		
5 juin 2008. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant la liste des points pour les prestations effectuées par les avocats chargés de l'aide juridique de deuxième ligne partiellement ou complètement gratuite (<i>Mon. 9 juin 2008</i>)	677		
19 juillet 2012. – LOI portant réforme de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles (<i>Mon. 22 août 2012</i>)	681		
30 juillet 2013. – LOI portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse (<i>Mon. 27 septembre 2013</i>)	683		
1 ^{er} décembre 2013. – LOI portant réforme des arrondissements judiciaires et modifiant le Code judiciaire en vue de renforcer la mobilité des membres de l'ordre judiciaire (<i>Mon. 10 décembre 2013</i>)	683		

Saisies particulières

10 juillet 1984. – LOI relative à l'application de l'article 1409 du Code judiciaire aux traitements et allocations payés à certains agents des services publics (<i>Mon. 18 juillet 1984</i>)	701
7 novembre 1987. – LOI ouvrant des crédits provisoires pour les années budgétaires 1987 et 1988 et portant des dispositions financières et diverses (<i>Mon. 17 novembre 1987</i>)	701

5 avril 1995. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 1412bis du Code judiciaire (<i>Mon. 19 mai 1995</i>)	701
20 mai 1997. – LOI sur la coopération internationale en ce qui concerne l'exécution de saisies et de confiscations (<i>Mon. 3 juillet 1997</i>)	702
26 mars 2003. – LOI portant création d'un Organe central pour la saisie et la confiscation et portant des dispositions sur la gestion à valeur constante des biens saisis et sur l'exécution de certaines sanctions patrimoniales (<i>Mon. 2 mai 2003</i>)	702
27 décembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 1409, § 1 ^{er} , alinéa 4, et 1409, § 1 ^{er} bis, alinéa 4, du Code judiciaire relatif à la limitation de la saisie lorsqu'il y a des enfants à charge (<i>Mon. 31 décembre 2004</i>)	706
5 août 2006. – LOI relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne (<i>Mon. 7 septembre 2006</i>)	706
25 avril 2007. – LOI portant des dispositions diverses (IV) (<i>Mon. 8 mai 2007</i>)	711
12 juillet 2009. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 16bis, § 3, de la loi du 26 mars 2003 portant création d'un Organe central pour la Saisie et la Confiscation et portant des dispositions sur la gestion à valeur constante des biens saisis et sur l'exécution de certaines sanctions patrimoniales (<i>Mon. 12 août 2009</i>)	712
7 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du chapitre I ^{er} bis du titre I ^{er} de la cinquième partie du Code judiciaire relatif au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt (<i>Mon. 17 décembre 2010</i>)	712

Tarif des frais et dépens en matière civile

24 mai 1933. – ARRÊTÉ ROYAL Tarif des frais et dépens en matières civile et commerciale. – Droits et déboursés des avoués. – Honoraires et déboursés des experts. – Taxes des parties, des témoins, des dépositaires de pièces et des gardiens de scellés. – Mode de liquidation des dépens (<i>Mon. 28 mai 1933</i>)	720
30 novembre 1976. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations (<i>Mon. 8 février 1977</i>)	721
26 octobre 2007. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le tarif des indemnités de procédure visées à l'article 1022 du Code judiciaire et fixant la date d'entrée en vigueur des articles 1 ^{er} à 13 de la loi du 21 avril 2007 relative à la répétabilité des honoraires et des frais d'avocat (<i>Mon. 9 novembre 2007</i>)	723

PARTIE III - DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

16 juillet 2004. – LOI portant le Code de droit international privé (<i>Mon. 27 juillet 2004</i>)	725
---	-----